

Code de conduite de BMO à l'intention des fournisseurs

Faire ce qui est bien

À BMO, notre réputation est l'un de nos actifs les plus précieux, et sa protection est l'affaire de tous. Nous et les gens avec qui nous travaillons maintenons des normes élevées et tenons toujours compte des conséquences de nos décisions. Notre engagement à adopter une conduite éthique et à faire ce qui est bien est ancré dans nos valeurs fondamentales que sont :



L'INTÉGRITÉ



L'EMPATHIE



L'INCLUSION



LA RESPONSABILITÉ

Le **Code de conduite à l'intention des fournisseurs** énonce les principes que doivent respecter nos fournisseurs, vendeurs, entrepreneurs et prestataires de services, ainsi que leurs propriétaires, dirigeants, administrateurs, employés, représentants, consultants, sociétés affiliées, entrepreneurs et sous-traitants (collectivement désignés les « fournisseurs »). Ces normes reflètent nos attentes en matière d'intégrité, d'équité et de pratiques durables. En collaborant avec des fournisseurs qui partagent ces engagements, nous visons :

- à établir des relations à long terme solides et réciproquement avantageuses;
- à préserver et à améliorer la réputation de BMO et de ses fournisseurs.

Se conformer au présent Code à l'intention des fournisseurs

Nous nous attendons à ce que nos fournisseurs connaissent, comprennent et respectent les principes énoncés dans le présent Code de conduite (le « Code à l'intention des fournisseurs »). Ces principes sont intégrés à nos ententes contractuelles. Le non-respect du présent Code à l'intention des fournisseurs ou la violation de l'entente contractuelle de la part d'un fournisseur constitue un motif de résiliation de la relation avec BMO. Nous communiquerons avec les forces de l'ordre en cas d'infraction aux lois. Nous nous attendons à ce que les fournisseurs répondent aux demandes de renseignements visant à nous assurer de leur conformité. BMO se réserve le droit de surveiller et de vérifier les pratiques des fournisseurs, et d'exiger des mesures correctives.



Parlez-en!

Les fournisseurs doivent signaler rapidement toute inconduite potentielle impliquant BMO ou toute violation possible du Code à l'intention des fournisseurs à leur directeur, Gestion des relations fournisseurs de BMO. Ils peuvent également faire le signalement au moyen du **service d'alerte éthique Parlez-en!** de BMO. Ce service permet d'effectuer des signalements sécuritaires, confidentiels et anonymes 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, dans de nombreuses langues. Le Bureau de l'éthique de BMO veille à ce que les problèmes soulevés au moyen du service Parlez-en! soient traités comme il se doit. Nous ne tolérons aucune représaille à l'encontre de quiconque signalant une infraction potentielle. De plus, nos fournisseurs doivent avoir mis en place des canaux confidentiels pour que leurs employés puissent faire part de leurs préoccupations, et nous nous attendons à ce qu'ils n'usent jamais de représailles contre quiconque signale une violation potentielle.

Service Parlez-en! de BMO



Canada/États-Unis : 1-844-783-9209

Internationaux ou à frais virés : 1-647-426-7281*



Visitez [le service Parlez-en! de BMO](#) pour soumettre un rapport.

*Pour les appels internationaux sans frais, consultez la [page d'information du service d'alerte éthique de BMO](#).

Pratiques commerciales responsables

Conformité aux lois et aux règlements

Les fournisseurs doivent se conformer aux lois et aux règlements en vigueur dans les territoires où ils exercent leurs activités. Ils ne doivent pas, notamment, conclure d'ententes tacites ou expresses qui ne respectent pas la lettre et l'esprit de ces lois et règlements. Puisque BMO est une institution financière réglementée, les fournisseurs doivent également se soumettre à nos mesures de contrôle dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent ainsi qu'à nos obligations en matière de sanctions économiques.

Conflits d'intérêts

Les fournisseurs doivent être attentifs aux situations pouvant créer un conflit d'intérêts et faire preuve de jugement pour les éviter. Il y a risque de conflit d'intérêts lorsque les intérêts personnels ou commerciaux d'un fournisseur interfèrent avec sa capacité à agir avec équité et dans l'intérêt de BMO.

Les fournisseurs doivent signaler rapidement à leur directeur, Gestion des relations fournisseurs de BMO tout conflit d'intérêts, qu'il soit réel, potentiel ou perçu, lié à leur engagement envers BMO. Il s'agit notamment des cas où les intérêts personnels ou commerciaux d'un fournisseur risquent :

- de nuire à sa capacité à prendre des décisions objectives;
- de lui donner, à lui ou à ses parties affiliées, un avantage indu;
- de porter atteinte à la réputation de BMO;
- d'avoir une incidence sur la façon dont il s'acquitte de ses responsabilités envers BMO.

Lors de leurs échanges personnels avec la Banque, les fournisseurs ne doivent pas se servir de leur relation avec celle-ci dans le but d'obtenir un avantage injustifié, d'user d'influence ou de recevoir un traitement de faveur.

Sous-traitance et externalisation

Les fournisseurs ne doivent pas sous-traiter ou externaliser les services qui se rattachent à la livraison de biens ou de services à BMO sans une approbation écrite préalable. Ils doivent exercer une diligence raisonnable à l'égard de leurs propres fournisseurs et assurer la surveillance des contrats de sous-traitance pour garantir le respect de leurs ententes contractuelles et du Code de conduite à l'intention des fournisseurs.

Continuité des activités et reprise des activités en cas de sinistre

Les fournisseurs doivent tenir à jour et mettre régulièrement à l'essai leurs plan de continuité des activités et plan de reprise des activités pour garantir leur conformité aux exigences réglementaires et contractuelles applicables.



Lutte antisubornation et anticorruption

Les fournisseurs ne doivent jamais accomplir un acte qui ferait courir à BMO le risque d'enfreindre une loi en matière de lutte antisubornation ou anticorruption, ce qui comprend tout acte suivant :



Subornation : Offrir un article ou un élément de valeur (comme un cadeau, un don de charité, un divertissement, une faveur ou une somme d'argent) avec l'intention d'influencer une décision d'affaires, d'obtenir un avantage commercial inapproprié, de créer un sentiment d'obligation ou d'obtenir ou de conserver une affaire ou un traitement commercial favorable.



Paiement de facilitation : Offrir quoi que ce soit de valeur, y compris une somme d'argent, dans le but d'accélérer le traitement d'une demande de service gouvernemental courante ou nécessaire (par exemple, le traitement d'un permis)



Cadeaux et divertissements interdits : Offrir ou recevoir des cadeaux ou des divertissements extravagants, excessifs ou fréquents; offrir ou recevoir de l'argent ou des quasi-espèces (par exemple, des cartes de crédit prépayées, des bons échangeables contre de l'argent, des chèques, des prêts, des valeurs mobilières, des bijoux, des biens à temps partagé et des billets de loterie); offrir ou recevoir des cadeaux ou des divertissements alors qu'une démarche d'approvisionnement est en cours. Les cadeaux et les divertissements doivent respecter les limites propres à chaque territoire et être conformes aux politiques de BMO. Un fournisseur qui n'est pas certain qu'un cadeau ou un divertissement respecte les politiques de BMO doit s'en assurer auprès de son directeur, Gestion des relations fournisseurs.

La corruption peut se produire dans la chaîne d'approvisionnement d'un fournisseur ou dans celle de BMO. La Banque s'attend de ses fournisseurs qu'ils signalent rapidement toute pratique potentiellement malhonnête à leur directeur, Gestion des relations fournisseurs de BMO, à l'adresse ethics@bmo.com ou en utilisant le [service Parlez-en!](#).

Pratiques durables

Nous tenons pour acquis que nos fournisseurs connaissent et gèrent les risques environnementaux et sociaux. Ces risques comprennent les menaces liées aux effets néfastes sur le climat et la nature, notamment les changements climatiques, la pollution et les déchets, ainsi que les menaces liées aux effets néfastes sur l'énergie, l'utilisation de l'eau et d'autres ressources, la biodiversité et l'utilisation des terres. Mentionnons également les risques d'atteinte aux droits des travailleurs et de la personne, notamment la traite des personnes, le travail forcé et le travail des enfants. Enfin, citons les risques liés à la santé communautaire, à la santé et à la sécurité, aux droits des peuples autochtones, à l'héritage culturel, à l'acquisition de terres et à la réinstallation involontaire. Nous suivons des directives en matière de réglementation et de gestion des risques pour mesurer et gérer les émissions de gaz à effet de serre (GES) provenant de nos activités, notamment de notre chaîne d'approvisionnement. BMO exige de ses fournisseurs qu'ils divulguent leurs données sur les émissions de GES de portées 1 et 2, conformément à la réglementation applicable. Les fournisseurs doivent également présenter des données détaillées sur leurs émissions à la demande de BMO.

Traitement responsable des travailleurs

Droits de la personne et pratiques en matière d'emploi

Les fournisseurs doivent suivre les lois applicables en matière de droits de la personne et d'emploi, notamment les normes relatives à l'emploi ainsi que les lois en matière de travail (p. ex. les lois relatives aux salaires et aux heures de travail ou la législation portant sur le droit d'adhésion à un syndicat), de lutte contre la discrimination, de santé et de sécurité au travail, de lutte contre le travail forcé, de la traite des personnes et du travail des enfants. Les fournisseurs sont également tenus d'offrir des salaires et des avantages sociaux justes et concurrentiels, qui respectent ou dépassent les exigences légales applicables. Dans les territoires où les normes et les lois en matière d'emploi ne traitent pas de ces questions, les fournisseurs doivent adopter un code de conduite ou des politiques qui tiennent compte des Principes directeurs des Nations Unies (approuvés par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies), puis faire connaître ces exigences à leurs propres fournisseurs et sous-traitants.

Conformément à la [Déclaration de BMO contre l'esclavage moderne et la traite des personnes](#), les fournisseurs ne doivent pas tolérer l'esclavage, l'asservissement, le travail forcé ou obligatoire, la traite des personnes ou le travail des enfants (« esclavage moderne ») au sein de leur entreprise ou de leur chaîne d'approvisionnement. Pour renforcer la transparence, la surveillance et le respect de la réglementation à l'échelle mondiale concernant le travail des enfants et le travail forcé, les fournisseurs doivent faire rapport à leur directeur, Gestion des relations fournisseurs de BMO, lorsque demandé, pour tous les emplacements où eux ou leurs sous-



traitants exercent leurs activités (ce qui englobe les lieux hors de l'Amérique du Nord). Tout fournisseur qui a connaissance d'un cas d'esclavage moderne dans ses activités doit en aviser son directeur, Gestion des relations fournisseurs de BMO. On s'attend à ce que les fournisseurs répondent aux demandes de renseignements au sujet de leurs pratiques de gestion des risques d'esclavage moderne dans leurs activités et leur chaîne d'approvisionnement. Les fournisseurs ne doivent pas tolérer la moindre forme de harcèlement sur leurs lieux de travail.

Inclusion

Les fournisseurs doivent respecter les lois qui interdisent la discrimination fondée sur le sexe, la race, l'origine ethnique, l'orientation sexuelle, l'âge et les handicaps, ou toute autre situation protégée par la loi. Cette entente comprend un engagement de la part des fournisseurs à offrir aux personnes handicapées des produits, des services et un milieu de travail accessibles.

Santé et sécurité au travail

Nous sommes tous concernés par la sécurité au travail. C'est pourquoi les fournisseurs et leurs travailleurs doivent respecter les lois et les règlements en matière de sécurité et utiliser le matériel correctement. Les fournisseurs doivent signaler immédiatement tout accident qui se produit pendant qu'ils effectuent un travail pour le compte BMO ou pendant qu'ils sont dans ses locaux au **centre d'appels de la Sécurité physique de BMO (1-800-268-9373)**.

Utilisation responsable des renseignements, des systèmes et des autres biens

Protection des renseignements et des biens de BMO

Les fournisseurs doivent protéger et traiter les renseignements confidentiels de BMO de la façon convenue avec nous, ce qui comprend la propriété intellectuelle, les renseignements personnels concernant les employés ou les clients et les données produites au nom de BMO. Ils ont également la responsabilité de protéger la propriété de BMO et les biens appartenant à ses clients, conformément aux lois applicables, aux pratiques sectorielles et aux modalités contractuelles. Les fournisseurs peuvent utiliser les biens de BMO (p. ex. renseignements sur les clients, systèmes, matériel, équipement ou locaux) uniquement aux fins autorisées. Ils doivent signaler immédiatement toute brèche de sécurité physique (p. ex. introduction par effraction ou vol) ou toute atteinte à la sécurité d'un bien matériel appartenant à BMO au **centre d'appels de la Sécurité physique de BMO (1-800-268-9373)**.

Les fournisseurs doivent également aviser rapidement leur directeur, Gestion des relations fournisseurs de BMO s'ils ont connaissance d'un incident lié à la sécurité ou à la confidentialité, ou de tout autre incident qui compromet ou risque de compromettre la confidentialité, l'intégrité ou la disponibilité des renseignements confidentiels de BMO. Parmi ces renseignements, mentionnons les données personnelles des employés ou des clients, les données sur les systèmes ou les services offerts par les fournisseurs à BMO.

Utilisation responsable de l'intelligence artificielle

Les fournisseurs doivent utiliser les technologies de l'intelligence artificielle (IA) de manière responsable, éthique et en conformité avec les lois et les règlements applicables. Il s'agit notamment de veiller à la transparence, à l'équité, à la responsabilité et à la surveillance humaine des systèmes d'IA utilisés dans la livraison de biens ou de services à BMO. Les fournisseurs ne doivent pas utiliser l'IA de manière à compromettre la confidentialité des données, la sécurité, les droits de la personne ou le respect d'autres obligations légales. Lorsqu'ils utilisent l'IA, les fournisseurs doivent être en mesure de démontrer la manière dont ils détectent, évaluent et atténuent les risques, et comment les décisions prises par les



systèmes d'IA sont régies. Ils doivent également rester informés des meilleures pratiques émergentes, des normes juridiques et des exigences réglementaires relatives à l'IA et s'y conformer dans les territoires où ils exercent leurs activités.

Délit d'initié

En travaillant avec BMO, les fournisseurs peuvent prendre connaissance de certains renseignements privilégiés non publics concernant BMO ou d'autres sociétés cotées en bourse. Par conséquent, ils doivent s'assurer que des barrières efficaces liées à l'information sont en place pour empêcher l'achat ou la vente de titres, ou la divulgation de renseignements au sujet de ces titres en fonction de renseignements privilégiés, en violation des lois sur les valeurs mobilières.



Contact

Des renseignements supplémentaires sur BMO, notamment nos coordonnées, sont affichés en ligne à l'adresse [bmo.com](https://www.bmo.com). Les fournisseurs peuvent communiquer avec leur directeur, Gestion des relations fournisseurs pour toute question ou préoccupation au sujet du présent Code de conduite à l'intention des fournisseurs. Ils peuvent également communiquer avec le Bureau de l'éthique de BMO au moyen de notre service confidentiel et anonyme [Parlez-en!](mailto:ethics@bmo.com) ou en écrivant à l'adresse ethics@bmo.com.